

JPA
7 rue Galilée
75116 PARIS

AUDITEM
4 rue Plumet
75015 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 octobre 2020

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Société Anonyme au capital de 11 763 605,70 Euros
Siège social : 16 Cours Albert 1er
75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2020

Aux actionnaires de la Société Française de Casinos,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} novembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valorisation des titres de participation

- *Risque identifié :*

Au 31 octobre 2020, la valeur nette des titres de participation de votre société s'élève à 14.269 M€ sur un total bilan de 15.918 M€. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire.

Comme indiqué dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'inventaire est estimée par la direction sur la base des flux de trésorerie prévisionnels de chaque entreprise.

L'estimation de la valeur d'inventaire de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon les cas à des éléments prévisionnels (perspective de rentabilité) et/ou des éléments stratégiques (synergies attendues, valeur stratégique) de cette activité/entreprise.

Dans ce contexte, et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

- *Notre réponse :*

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'inventaire des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à apprécier si l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction pour chacune de ces activités ;
- apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues, notamment en ce qui concerne le taux d'actualisation (WACC) et le taux de croissance ;
- vérifier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe ;
- obtenir une confirmation écrite de la direction sur la fiabilité de ces prévisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas, d'une part, le montant des factures clients émises, non réglées à la date de clôture, le nombre de ces factures et le pourcentage qu'elles représentent dans le chiffre d'affaires et d'autre part, le nombre des factures fournisseurs reçues, non réglées à la date de clôture et le pourcentage qu'elles représentent dans les achats.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L. 22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Française de Casinos par votre assemblée générale du 6 juin 2018 pour JPA et du 25 juin 2019 pour Auditem.

Au 31 octobre 2020, Auditem était dans la 2^{ème} année de sa mission et JPA dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-

détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.


Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 30 mars 2021

Les Commissaires aux comptes,

JPA



Jacques POTDEVIN

AUDITEM



Hervé LE ROY

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/10/2020 | 31/10/2019 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 1 800 | 1 614 | 186 | 786 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 75 310 | | 75 310 | |
| Constructions | 677 790 | | 677 790 | |
| Installations techniques, matériel, outillage | 51 228 | 20 271 | 30 957 | 38 275 |
| Autres immobilisations corporelles | 111 089 | 68 291 | 42 798 | 54 314 |
| Immobilisations en cours | | | | 405 000 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 47 348 393 | 33 079 323 | 14 269 070 | 26 488 130 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 37 718 | 37 718 | | |
| Prêts | 42 171 | 42 153 | 17 | 17 |
| Autres immobilisations financières | 1 500 | | 1 500 | 3 500 |
| ACTIF IMMOBILISE | 48 346 998 | 33 249 370 | 15 097 628 | 26 990 023 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 202 386 | 5 436 | 196 950 | 171 162 |
| Autres créances | 703 936 | 144 874 | 559 062 | 1 802 024 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 49 802 | | 49 802 | 15 266 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 14 364 | | 14 364 | 15 147 |
| ACTIF CIRCULANT | 970 488 | 150 310 | 820 178 | 2 003 599 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 49 317 486 | 33 399 680 | 15 917 806 | 28 993 622 |

| Rubriques | | 31/10/2020 | 31/10/2019 |
|---|--------------------------------|--------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel | (dont versé : 11 763 606) | 11 763 606 | 11 763 606 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 27 955 | 27 955 |
| Ecarts de réévaluation | (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | | 400 963 | 90 242 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours |) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes |) | | |
| Report à nouveau | | 4 268 276 | -1 635 424 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | -13 284 782 | 6 214 421 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 3 176 018 | 16 460 800 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| PROVISIONS | | 1 721 601 | 1 124 970 |
| DETTES FINANCIERES | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| DETTES | | 11 020 187 | 11 407 852 |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| TOTAL GENERAL | | 15 917 806 | 28 993 622 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/10/2020 | 31/10/2019 |
|---|----------------|-------------|--------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 576 306 | | 576 306 | 581 318 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 576 306 | | 576 306 | 581 318 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 33 351 | 21 737 |
| Autres produits | | | 10 | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 609 667 | 603 054 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 588 261 | 689 932 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 1 762 | 8 737 |
| Salaires et traitements | | | 533 514 | 449 796 |
| Charges sociales | | | 79 505 | 229 043 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 19 435 | 20 134 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 5 436 | |
| Dotations aux provisions | | | 3 182 | 8 211 |
| Autres charges | | | 100 070 | 100 001 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 1 331 164 | 1 505 854 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -721 497 | -902 800 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 4 014 | 5 519 920 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | 39 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | 720 637 |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 4 014 | 6 240 596 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 12 617 509 | 81 652 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 38 834 | 1 178 488 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 12 656 343 | 1 260 140 |
| RESULTAT FINANCIER | | | -12 652 329 | 4 980 456 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | -13 373 826 | 4 077 657 |

| Rubriques | 31/10/2020 | 31/10/2019 |
|---|--------------------|------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 95 150 | 21 051 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | 2 800 002 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | 5 000 | 3 000 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 100 150 | 2 824 053 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 5 000 | 14 273 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | 1 570 121 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | | 8 000 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 5 000 | 1 592 394 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 95 150 | 1 231 659 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | 6 106 | -905 105 |
| TOTAL DES PRODUITS | 713 832 | 9 667 704 |
| TOTAL DES CHARGES | 13 998 614 | 3 453 283 |
| BENEFICE OU PERTE | -13 284 782 | 6 214 421 |

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par le N°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/10/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 15 917 806 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 13 284 782 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/11/2019 au 31/10/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Suivant le règlement ANC 2015-06 les malis techniques figurant dans le poste fonds commercial au 1er janvier 2016 doivent être reclassés au bilan selon leur affectation, conformément aux nouvelles règles comptables.

Conformément à cette nouvelle réglementation, le mali technique inscrit précédemment en fonds commercial pour 29 M€, résultant des fusions absorptions des sociétés du Casino de Gruissan, Châtel Casino et Port-la-Nouvelle, a été réaffecté comptablement sur l'exercice clos le 31 octobre 2017 aux titres des participations. La provision pour dépréciation de 13 M€ a suivi le même traitement.

Des provisions sont constituées en fonction de la dépréciation des postes de l'actif ou de la probabilité de risques ou charges au passif.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et comptes de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont exclus et portés directement en charges d'exploitation de l'exercice.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de la production de ces immobilisations.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Logiciel 2 à 5 ans
- Agencements et aménagements 3 à 20 ans
- Matériel 2 à 10 ans
- Mobilier de bureau 3 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les titres de participations, les créances rattachées à des participations, les malis techniques (selon règlement ANC 2015-06) ainsi que les dépôts et cautionnements. Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition (y compris les frais d'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence pour les immobilisations financières autres que les titres de participation.

Les titres de participation sont dépréciés lorsque les événements ou des circonstances indiquent qu'une perte de valeur des titres est susceptible d'être intervenue et qu'il s'agit de changements significatifs défavorables présentant un caractère durable qui affectent les hypothèses ou les objectifs retenus à la date de l'acquisition. Dans ces situations, la Société Française de Casinos mesure la valeur d'utilité d'une participation par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés sur la base de taux appropriés, et en prenant en compte des éléments tels que les synergies attendues ainsi que la valeur stratégique de cette activité / entreprise pour le groupe.

Les hypothèses retenues pour ces tests sont les suivantes :

| 2019-2020 | Gruissan | Châtel casino | Port La Nouvelle | Collioure |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité |
| Période des prévisions | 2021/2025 | 2021/2025 | 2021/2025 | 2021/2025 |
| Taux d'actualisation | 9,7 | 9,7 | 9,7 | 9,7 |
| CA à moyen terme à compter de 2022 | 5 371 K€ | 3 874 K€ | 2 000 K€ | 1 900 K€ |
| Chiffre d'affaires 2019-2020 (hors prélèvements) | 7 400 K€ | 4 988 K€ | 1 688 K€ | 2 304 K€ |
| Rentabilité attendue en fin de plan (2025) (EBITDA/CA net) | 17,6% | 23,7% | 16,3% | 12,3% |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en fonction de l'antériorité des créances et des perspectives de recouvrement.

Valeurs mobilières de placement

La valeurs mobilières de placement sont enregistrées à la valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire (cours du marché) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provisions pour indemnité de départ à la retraite

La société provisionne l'ensemble de ses engagements conformément aux recommandations de la CNCC et, notamment, la recommandation n°2003-R-01 du 1^{er} avril 2003.

La société constitue une provision pour indemnité de départ à la retraite du personnel actif ayant plus d'un an d'ancienneté conformément à la convention collective des Espaces de loisirs, d'attractions et culturels.

Le calcul de la provision tient compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux de turn-over : en fonction de l'âge du salarié (table statistique)
- Tables de mortalité TH 13-15 et TF 13-15
- Taux de revalorisation des salaires de 1,6%
- Taux d'actualisation de 0,6%

Consolidation

La Société Française de Casinos en tant que société mère du groupe SFC intègre ses filiales dans ses comptes consolidés.

Intégration fiscale

La Société Française de Casinos est tête du groupe fiscalement intégré SFC composé des casinos de Gruissan, Port-la-Nouvelle, Collioure, Bagnères-de-Luchon, Lamalou-les-Bains, Châtelcasino, SPJD et SIHCT. Les conventions d'intégration fiscale signées avec les filiales du groupe fonctionnent selon le principe de neutralité. Chaque filiale du groupe intégré comptabilise sa charge d'impôt au taux de droit commun comme en l'absence d'intégration et s'en acquitte auprès de la société mère Société Française de Casinos. Les économies d'impôt liées aux déficits (survenus durant l'intégration) sont comptabilisées en résultat dans les comptes de Société Française de Casinos.

L'impôt du groupe au 31 octobre 2020 s'élève à 0 €.

Rémunération des dirigeants

• Information en matière de rémunération

La rémunération brute des dirigeants s'est élevée, pour l'exercice 2020, à un total de 238 K€ au titre des mandats détenus.

Aucune politique d'intéressement du personnel n'a été mise en place.

• Rémunération des organes d'administration

Au titre de l'exercice 2020, les rémunérations des organes d'administration s'établissent comme suit :

| | 31.10.2020 | | | 31.10.2019 | | |
|-----------------------------|----------------------|------------------|-------|----------------------|------------------|-------|
| | Rémunérations brutes | Charges sociales | Total | Rémunérations brutes | Charges sociales | Total |
| Jetons de présence | 100 | 30 | 130 | 100 | 30 | 130 |
| Rémunération exceptionnelle | - | - | - | - | - | - |
| Total | 100 | 30 | 130 | 100 | 30 | 130 |

Aucun prêt ou garantie n'a été accordé aux dirigeants.

Engagements hors bilan

• Dettes garanties par des sûretés réelles

La Société Française de Casinos a donné la garantie autonome à première demande au "bailleur" du casino de Gruissan pour le paiement régulier du loyer. Cette garantie vaut pour la durée du bail, sa reconduction tacite ou son renouvellement.

Informations requises par l'article R.123-198-9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 74 558 € ht.

Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

• Paiement de la 4ème échéance du plan d'apurement du Casino de Collioure

En date du 31 mai 2020, la société CECPAS Casino de Collioure a honoré la 4ème échéance de son plan d'apurement d'un montant de 94 K€.

• Paiement de la 9ème échéance du plan de continuation de Société Française de Casinos

En date du 20 juillet 2020, la Société Française de Casinos a honoré la 9ème échéance de son plan de continuation d'un montant de 555 K€.

Suite au paiement de cette échéance, le plan d'apurement de la Société Française de Casinos est donc soldé.

En raison de la nature de son activité, l'entreprise a dû, compte tenu des mesures de confinement, fermer son établissement entre le 14/03/2020 et le 02/06/2020, et n'a, par conséquent, généré aucun chiffre d'affaires à compter de cette date.

La baisse du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent s'est poursuivie sur la période postérieure à la clôture des comptes.

La situation étant évolutive, il est difficile à la date d'arrêté des comptes de mesurer toutes les incidences de la crise sanitaire sur l'entreprise et notamment par rapport au rythme de reprise de l'activité jusqu'à son niveau habituel.

Au regard de la situation, l'entreprise a mis en œuvre les mesures de soutien suivantes proposées par le Gouvernement et d'autres organismes dans le but d'assurer la continuité de l'activité :

Mise en place d'un programme de réduction des coûts afin de sécuriser les résultats :

- Recours à l'activité partielle pour une partie des effectifs
- Exonération partielle de charges patronales Urssaf pour les périodes de février, mars, avril et mai 2020.

Mise en place d'un programme d'obtention de reports et d'aide aux paiements afin d'améliorer la trésorerie :

- Aide au paiement des charges sociales pour les périodes de février, mars, avril et mai 2020.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

• Changement d'actionnaires

La société Casigrangi a pris le contrôle de la Société Française de Casinos le 21 Décembre 2020 en acquérant 75,05% des parts.

A ce jour, la société est toujours impactée par la crise sanitaire en cours.

Compte tenu des mesures de confinement, la société a de nouveau été contrainte de fermer son établissement depuis le 29 octobre 2020.

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|------------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 71 941 | | 75 310 |
| Terrains | | | 75 310 |
| | Dont composants | | |
| Constructions sur sol propre | | | 677 790 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | | | |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 53 977 | | |
| Installations générales, agenc., aménag. | 27 892 | | |
| Matériel de transport | 25 450 | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 58 448 | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 405 000 | | 408 822 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 570 768 | | 1 161 922 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 47 548 393 | | |
| Autres titres immobilisés | 37 718 | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 45 671 | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 47 631 782 | | |
| TOTAL GENERAL | 48 274 491 | | 1 161 922 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|----------------|----------------|-------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | 70 141 | 1 800 | |
| Terrains | | | 75 310 | |
| Constructions sur sol propre | | | 677 790 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | | | |
| Installations techn., matériel et outillages ind. | | 2 750 | 51 228 | |
| Installations générales, agencements divers | | | 27 892 | |
| Matériel de transport | | | 25 450 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 702 | 57 746 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 813 821 | 1 | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 813 821 | 3 453 | 915 416 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | 200 000 | 47 348 393 | |
| Autres titres immobilisés | | | 37 718 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 2 000 | 43 671 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 202 000 | 47 429 782 | |
| TOTAL GENERAL | 813 821 | 275 594 | 48 346 998 | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|---------------|----------------|
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT | | | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 71 156 | 600 | 70 141 | 1 614 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales, agenc., aménag. | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 15 702 | 7 318 | 2 750 | 20 271 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | 8 038 | 2 789 | | 10 827 |
| Matériel de transport | 25 450 | | | 25 450 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 23 989 | 8 727 | 702 | 32 014 |
| Emballages récupérables, divers | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 73 178 | 18 835 | 3 452 | 88 562 |
| TOTAL GENERAL | 144 334 | 19 435 | 73 593 | 90 176 |

| VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES | | | | | | | |
|--|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| | | | | | | | |

**FRAIS ETBL
AUT. INC.**

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

| CORPOREL. | | | |
|---------------|--|--|--|
| Acquis. titre | | | |
| TOTAL | | | |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | | | | |
| Provisions pour litiges | 5 000 | | 5 000 | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions, obligations similaires | 17 761 | 3 182 | | 20 943 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens, grandes révis. | | | | |
| Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 1 102 209 | 598 449 | | 1 700 658 |
| PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 1 124 970 | 601 631 | 5 000 | 1 721 601 |
| Dépréciations immobilisations incorporelles | | | | |
| Dépréciations immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciations titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciations titres de participation | 21 060 263 | 13 737 060 | 1 718 000 | 33 079 323 |
| Dépréciations autres immobilis. financières | 79 872 | | | 79 872 |
| Dépréciations stocks et en cours | | | | |
| Dépréciations comptes clients | 4 180 | 5 436 | 4 180 | 5 436 |
| Autres dépréciations | 144 874 | | | 144 874 |
| DEPRECIATIONS | 21 289 188 | 13 742 496 | 1 722 180 | 33 309 505 |
| TOTAL GENERAL | 22 414 158 | 14 344 127 | 1 727 180 | 35 031 106 |
| Dotations et reprises d'exploitation | | 8 618 | 4 180 | |
| Dotations et reprises financières | | 14 335 509 | 1 718 000 | |
| Dotations et reprises exceptionnelles | | | 5 000 | |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice | | | | |

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 42 171 | | 42 171 |
| Autres immobilisations financières | 1 500 | | 1 500 |
| Clients douteux ou litigieux | 6 770 | | 6 770 |
| Autres créances clients | 195 616 | 195 616 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | 27 179 | 27 179 | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 50 199 | 50 199 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | | | |
| Groupe et associés | 612 408 | | 612 408 |
| Débiteurs divers | 14 149 | 14 149 | |
| Charges constatées d'avance | 14 364 | 14 364 | |
| TOTAL GENERAL | 964 356 | 301 507 | 662 849 |

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|-------------------|------------------|--------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | 2 000 000 | 2 000 000 | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 1 973 | 1 973 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 196 798 | 196 798 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 50 308 | 50 308 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 109 884 | 109 884 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | | | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 32 800 | 32 800 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 8 545 | 8 545 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 50 000 | | 50 000 | |
| Groupe et associés | 8 499 678 | 624 008 | 7 875 670 | |
| Autres dettes | 70 200 | 70 200 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | 11 020 187 | 3 094 516 | 7 925 670 | |

Emprunts souscrits en cours d'exercice 2 000 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

| Effectifs | Personnel salarié | Personnel à disposition de l'entreprise |
|---------------------|-------------------|---|
| Cadres | 2 | |
| Non cadres | 2 | |
| Mandataires sociaux | 2 | |
| TOTAL | | 6 |

JPA & AUDIT

| Dénomination Siège Social | Capital Capitaux Propres | Q.P. Détenue Divid.encaiss. | Val. brute Val. nette | Titres Prêts, avances Titres Cautions | Chiffre d'affaires Résultat |
|---|-----------------------------|--------------------------------|--------------------------|--|--------------------------------|
| SARL SIHCT N° SIRET 347 497 844 00071 | 100 000 1 987 375 | 100 | 1 425 049 | 96 533 | 1 798 863 |
| SA 200% POKER N° SIRET 522 208 933 00021 | 500 000 -186 127 | 68,24 | 31 691 | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |
| | | 0,00 | | | |

JPA & AUDITEM

| Compte | Libellé | 31/10/2020 | 31/10/2019 | Ecart |
|---|---------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| CHARGES A PAYER | | | | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES | | | | |
| 168880 | INTER.COURUS PGE BPAURA | 1 972,60 | | 1 972,60 |
| TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES | | 1 972,60 | | 1 972,60 |
| DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH | | | | |
| 408100 | FOURN.FACT,NON PARVENUES | 104 565,58 | 61 575,07 | 42 990,51 |
| TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH | | 104 565,58 | 61 575,07 | 42 990,51 |
| AUTRES DETTES | | | | |
| 468600 | DIVERS CHARGES A PAYER | 70 200,00 | 114 555,91 | -44 355,91 |
| TOTAL AUTRES DETTES | | 70 200,00 | 114 555,91 | -44 355,91 |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | | | | |
| 428200 | PROVISION CP ET RTT | 50 308,44 | 49 658,58 | 649,86 |
| 428600 | PERSONNEL CHARGES A PAYER | | 5 759,70 | -5 759,70 |
| 438200 | PROV CH SOC / CP | 21 845,58 | 21 850,00 | -4,42 |
| 448619 | TAXE APPRENTISSAGE | 1 118,94 | | 1 118,94 |
| 448620 | FORMATION CONTINUE | 1 480,93 | 3 549,43 | -2 068,50 |
| 448649 | CVAE - CFE | 1 430,00 | 2 460,00 | -1 030,00 |
| TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES | | 76 183,89 | 83 277,71 | -7 093,82 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | | 252 922,07 | 259 408,69 | -6 486,62 |

Charges et produits constatés d'avance

| Compte | Libellé | 31/10/2020 | 31/10/2019 | Ecart |
|--|--------------------------|------------------|------------------|----------------|
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| 486000 | CHARGES CONSTAT.D'AVANCE | 14 363,74 | 15 147,33 | -783,59 |
| TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | 14 363,74 | 15 147,33 | -783,59 |

JPA & AUDITEM

| Compte | Libellé | 31/10/2020 | 31/10/2019 | Ecart |
|----------------------------------|----------------------------|-----------------|------------|-----------------|
| PRODUITS A RECEVOIR | | | | |
| AUTRES CREANCES | | | | |
| 468700 | DIVERS PRODUITS A RECEVOIR | 3 979,92 | | 3 979,92 |
| TOTAL AUTRES CREANCES | | 3 979,92 | | 3 979,92 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | | 3 979,92 | | 3 979,92 |

JPA & AUDITEM

| Catégories de titres | Nombre de titres | | | Valeur nominale |
|--|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
| | à la clôture de l'exercice | créés pendant l'exercice | remboursés pendant l'exercice | |
| Actions ordinaires | 5 092 470 | | | 2,31 |
| Actions amorties | | | | |
| Actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | |
| Actions préférentielles | | | | |
| Parts sociales | | | | |
| Certificats d'investissements | | | | |

JPA & AUDITEM

Engagements financiers donnés et reçus

| Engagements donnés | | | | | |
|--------------------------|-------|--------------|----------|----------------|--------------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Au profit de | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées |

| | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|
| TOTAL | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|

| Engagements reçus | | | | | |
|--------------------------|-------|--------------|----------|----------------|--------------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Accordés par | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées |

| | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|
| TOTAL | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|

| Engagements réciproques | | | | | | |
|--------------------------|-------|------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| Catégories d'engagements | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |

| | | | | | | |
|---------------------------------|-----------|--|--|--|--|-----------|
| Prêts Garantie par l'état "PGE" | 1 800 000 | | | | | 1 800 000 |
|---------------------------------|-----------|--|--|--|--|-----------|

| | | | | | | |
|--------------|------------------|--|--|--|--|------------------|
| TOTAL | 1 800 000 | | | | | 1 800 000 |
|--------------|------------------|--|--|--|--|------------------|

Rubriques

Montant garanti

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes sur établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

TOTAL

JPA & AUDITEM